**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE**
**COMMUNE D'AUDERGHEM**

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal

**Présents** Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen, Michel Blampain, Philippe Adriaenssens, *Échevin·e·s* ;
Jeannine Crucifix, Elise Willame, Marc Vandame, Didier Molders, François Lebovy, Vincianne Lerate, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux, Myriam Fobe, Mathieu Poma, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid Venier, Gabriela Banu, Jean-François Noël, Alan Lenglet, Victor Kanyanzira, Edouard Brainis, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal.*

**Excusés** Eloïse Defosset, *Échevin·e* ;
Cécile Henrard, Valérie Glatigny, Noémie Dekoninck, *Conseillers communaux.*

**Séance du 25.09.25**

---

**#Objet : Motion de la commune d'Auderghem rappelant la motion "Auderghem Commune Hospitalière » et s'opposant à l'avant-projet de loi sur les visites domiciliaires #**

---

Séance publique

## Secrétariat

Le Conseil,
Sur proposition de la Liste de la Bourgmestre et les groupes Ecolo et PS;
Considérant que le gouvernement fédéral, dans son accord de gouvernement, a annoncé son intention d'ancrer dans la loi le principe des visites domiciliaires, permettant à l'Office des étrangers, avec le concours de la police et sur autorisation d'un juge d'instruction, d'accéder à un logement privé occupé par une personne faisant l'objet d'une mesure d'éloignement et ne coopérant pas à son exécution, avec possibilité de placement en détention administrative et d'éloignement immédiat ; mécanisme présenté comme une « solution ultime » et visant notamment les personnes soumises à un ordre de quitter le territoire (OQT) et qualifiées de menaçant l'ordre public ou la sécurité nationale, ou condamnées pour des crimes graves;
Considérant que le gouvernement fédéral a approuvé, dans le cadre de l'accord d'été, un avant-projet de loi modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers afin d'y introduire un régime de visites domiciliaires ;
Considérant que la loi offre déjà aux forces de sécurité tout le loisir d'intervenir et de contrôler toute personne susceptible de nuire à l'ordre public ;
Considérant que le domicile est inviolable selon l'article 15 de la Constitution, que les exceptions à l'inviolabilité du domicile sont strictement encadrées par la loi et que le juge d'instruction n'ordonne une perquisition que dans le cadre d'une instruction pénale, à l'exclusion de toute procédure administrative ;
Considérant que cet avant-projet de loi reprend substantiellement des projets et propositions antérieures de 2017, 2019 et 2023, qui avaient déjà suscité une « levée de boucliers » de la part des juges d'instruction, du milieu académique et de la société civile. Le Conseil d'État s'était également montré très critique à leur égard ;
Considérant que le projet en discussion permet aux fonctionnaires de police, accompagnés (ou non) par un fonctionnaire de l'Office des Étrangers (OE), de pénétrer dans un logement privé d'une personne ou d'une famille en séjour irrégulier sans le consentement des occupants, moyennant l'autorisation d'un juge d'instruction et, le cas échéant, en utilisant la contrainte, dès 5h du matin jusqu'à 21h ;qu'il autorise en outre la fouille du lieu de résidence pour saisir tout document de nature à identifier formellement l'étranger ;
Considérant que l'objectif annoncé est de permettre l'arrestation des personnes visées aux fins de l'exécution

forcée d'un ordre de quitter le territoire (OQT) resté inexécuté visant notamment les étrangers qualifiés par l'autorité de menaçant pour l'ordre public ou la sécurité nationale ;
Considérant que Myria, le Centre fédéral Migration, une institution fédérale indépendante ayant pour mandats légaux de veiller aux droits fondamentaux des étrangers, d'analyser les flux migratoires et de stimuler la lutte contre la traite et le trafic des êtres humains, a été sollicité pour avis sur un avant-projet de loi modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, spécifiquement en ce qui concerne la visite domiciliaire ;
Considérant que Myria relève de sérieuses préoccupations de fond liées à l'avant-projet :

- Atteinte grave aux droits fondamentaux : La mesure constitue une ingérence grave dans le droit au respect de la vie privée et familiale ainsi que dans le principe d'inviolabilité du domicile, droits protégés par les articles 15 et 22 de la Constitution belge et l'article 8 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (CEDH). Cette ingérence n'est pas soumise à des conditions suffisamment strictes et sa nécessité n'est pas suffisamment démontrée.
- Nécessité et proportionnalité : La nécessité n'est pas établie alors que des outils administratifs existent déjà pour l'éloignement des personnes présentant une menace pour l'ordre public ou la sécurité nationale ; l'objectif d'accélération n'est pas garanti, l'Office des étrangers n'étant pas tenu de démontrer ex ante la faisabilité effective de l'éloignement.
- Champ d'application trop large et notions floues : Le champ d'application est trop large, et des notions clés comme « ordre public » et « lieu de résidence effective » sont insuffisamment précises et définies, ce qui ouvre la porte à l'arbitraire et à un effet dissuasif sur l'hébergement solidaire.
- Rôle du juge d'instruction : La garantie judiciaire est limitée. Le juge n'aurait qu'une marge de manœuvre très restreinte, sans disposer de l'entièreté du dossier ou d'une formation spécifique en droit des étrangers, le rendant « instrumentalisé » dans une procédure administrative. Les juges d'instruction se sont d'ailleurs publiquement opposés au précédent projet de loi, refusant de devenir « le bras armé de l'Office des étrangers».
- Personnes vulnérables et intérêt supérieur de l'enfant : L'autorisation ne peut viser des mineurs, mais leur présence au domicile n'empêche pas l'exécution de la visite ; l'impact potentiellement traumatique pour les enfants n'est pas suffisamment pris en compte et les modalités concrètes liées à l'intérêt supérieur de l'enfant comme aux autres publics vulnérables (femmes enceintes, personnes gravement malades, troubles psychiatriques, personnes âgées ou en situation de handicap) font défaut, grief déjà relevé par le Conseil d'État.
- Recours effectif : Le dispositif ne garantit pas un droit au recours effectif aux personnes concernées. Aucun recours n'est prévu contre l'autorisation délivrée par le juge d'instruction ; le recours contre la détention administrative est limité, non automatique et non suspensif, ce qui expose à un éloignement avant tout contrôle juridictionnel.

Considérant l'importance de la solidarité citoyenne, du respect de la dignité humaine et de l'accueil digne de toutes les personnes, indépendamment de leur statut administratif, qui sont des valeurs fondamentales de notre commune.
Considérant la motion votée à l'unanimité par le Conseil Communal le 1er mars 2018, déclarant « Auderghem Commune hospitalière ».
DÉCIDE :

1. De réaffirmer son attachement aux droits fondamentaux et à un accueil digne pour toute personne présente sur le territoire communal, et de s'opposer à toute mesure de nature à porter atteinte à la dignité humaine, à la vie privée, à l'inviolabilité du domicile et aux valeurs d'hospitalité ; de réaffirmer le statut d'« Auderghem Commune hospitalière »..
2. D'exprimer sa vive préoccupation et son désaccord avec l'avant-projet de loi sur les visites domiciliaires, tel qu'il est actuellement formulé, en raison des graves atteintes qu'il porte aux droits fondamentaux, en particulier au droit à la vie privée, à l'inviolabilité du domicile et à la protection des personnes vulnérables, notamment les enfants.
3. De demander au Gouvernement fédéral et au Parlement de retirer cet avant-projet de loi afin d'y intégrer les garanties nécessaires au respect des droits fondamentaux et des principes de nécessité et de proportionnalité, en prenant pleinement en compte les avis de Myria, du Conseil d'État, des

associations de juges et de l'ensemble de la société civile. A défaut de retrait, de le modifier en profondeur afin d'y intégrer des garanties strictes et cumulatives, comme suit :

1. Interdiction d'intervention lorsqu'un mineur est présent dans le logement ou à proximité immédiate d'écoles/crèches, et durant les périodes particulièrement sensibles ;
2. Plage horaire resserrée excluant l'aube, et présence obligatoire d'un•e magistrat•e du siège lors de l'exécution ;
3. Preuve préalable et documentée par l'Office des étrangers de la faisabilité effective de l'éloignement (pas d'intrusion si l'exécution est illusoire) ;
4. Voie de recours suspensive et accès effectif à une assistance juridique ;
5. Définitions restrictives et opérationnelles des notions d'« ordre public » et de « résidence effective », assorties d'une traçabilité des motifs.

4. D'inviter les autres communes de Belgique à adopter une motion similaire et à rejoindre le mouvement de "Communes Hospitalières" pour défendre les droits de l'homme et les valeurs d'accueil.
5. De décider la mise en place, au niveau communal/CPAS, des mesures suivantes :
    1. Désignation d'un•e référent•e Enfance/Vulnérabilités, activé•e lors de toute intervention signalée sur le territoire,
    2. Création d'un guichet d'orientation pour les hébergeurs solidaires et tiers concernés (information juridique, médiation) ;
6. De transmettre la présente motion au Premier Ministre, à la ministre de l'Asile et de la Migration, aux ministres de l'Intérieur et de la Justice, aux Présidents des Chambres législatives, à l'ensemble des groupes parlementaires, à Myria, au Conseil d'État, au Collège et au Conseil de Police de la Zone ainsi qu'aux associations de la société civile œuvrant pour les droits des étrangers.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
29 votants : 23 votes positifs, 2 votes négatifs, 4 abstentions.
*Non : Gabriela Banu, Edouard Brainis.*
*Abstentions : Martine Maelschalck, Philippe Adriaenssens, Martin Willemart, Laure Henvard.*

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

| | |
|---|---|
| Le Secrétaire communal, | Le Président, |
| (s) Etienne Schoonbroodt | (s) Didier Gosuin |

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 26 septembre 2025

| | |
|---|---|
| Le Secrétaire communal, | La Bourgmestre, |
| Etienne Schoonbroodt | Sophie de Vos |

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST**
**GEMEENTE OUDERGEM**

Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad

**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen, Michel Blampain, Philippe Adriaenssens, *Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Elise Willame, Marc Vandame, Didier Molders, François Lebovy, Vincianne Lerate, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux, Myriam Fobe, Mathieu Poma, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid Venier, Gabriela Banu, Jean-François Noël, Alan Lenglet, Victor Kanyanzira, Edouard Brainis, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

**Verontschuldigd**

Eloïse Defosset, *Schepen* ;
Cécile Henrard, Valérie Glatigny, Noémie Dekoninck, *Gemeenteraadsleden*.

## Zitting van 25.09.25

---

## #Onderwerp : Motie van de gemeente Oudergem waarin wordt verwezen naar de motie “Oudergem Gastvrije Gemeente” en waarin bezwaar wordt gemaakt tegen het voorontwerp van wet inzake huiszoekingen #

---

Openbare zitting

## Secretariaat

De Raad,
Op voorstel van de Lijst van de Burgemeester en de fracties Ecolo en PS;
Overwegende dat de federale regering, in haar regeerakkoord, haar voornemen heeft aangekondigd om het beginsel van huiszoekingen in de wet te verankeren, waarbij de Dienst Vreemdelingenzaken, met medewerking van de politie en op machtiging van een onderzoeksrechter, toegang kan krijgen tot een privéwoning bewoond door een persoon die het voorwerp uitmaakt van een verwijderingsmaatregel en niet meewerkt aan de uitvoering ervan, met mogelijkheid van plaatsing in administratieve detentie en onmiddellijke verwijdering; mechanisme voorgesteld als een "uiterste oplossing" en gericht op personen die onderworpen zijn aan een bevel om het grondgebied te verlaten (BGV) en gekwalificeerd als bedreiging voor de openbare orde of de nationale veiligheid, of veroordeeld voor zware misdrijven;
Overwegende dat de federale regering, in het kader van het zomerakkoord, een voorontwerp van wet heeft goedgekeurd tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen teneinde er een regeling van huiszoekingen in te voeren;
Overwegende dat de wet de veiligheidsdiensten reeds alle vrijheid biedt om tussen te komen en elke persoon te controleren die de openbare orde zou kunnen schaden;
Overwegende dat de woning onschendbaar is volgens artikel 15 van de Grondwet, dat de uitzonderingen op de onschendbaarheid van de woning strikt door de wet worden omkaderd en dat de onderzoeksrechter slechts een huiszoeking beveelt in het kader van een strafrechtelijk onderzoek, met uitsluiting van elke administratieve procedure;
Overwegende dat dit voorontwerp van wet substantieel vroegere ontwerpen en voorstellen van 2017, 2019 en 2023 overneemt, die reeds een "storm van protest" hadden veroorzaakt van de kant van onderzoeksrechters, het academische milieu en het maatschappelijk middenveld. De Raad van State had zich eveneens zeer kritisch getoond ten aanzien ervan;
Overwegende dat het besproken ontwerp politiefunctionarissen, vergezeld (of niet) door een functionaris van de Dienst Vreemdelingenzaken (DVZ), toestaat binnen te dringen in een privéwoning van een persoon of

een familie in onregelmatig verblijf zonder toestemming van de bewoners, mits machtiging van een onderzoeksrechter en, in voorkomend geval, met gebruik van dwang, vanaf 5 uur 's ochtends tot 21 uur; dat het bovendien de huiszoeking van de verblijfplaats toestaat om elk document in beslag te nemen dat van aard is om de vreemdeling formeel te identificeren;
Overwegende dat het aangekondigde doel is om de arrestatie van de beoogde personen mogelijk te maken met het oog op de gedwongen uitvoering van een bevel om het grondgebied te verlaten (BGV) dat niet werd uitgevoerd en gericht op vreemdelingen die door de overheid gekwalificeerd worden als bedreigend voor de openbare orde of de nationale veiligheid;
Overwegende dat Myria, het Federaal Migratiecentrum, een onafhankelijke federale instelling met als wettelijke mandaten te waken over de grondrechten van vreemdelingen, de migratiestromen te analyseren en de strijd tegen mensenhandel en mensensmokkel te stimuleren, om advies werd gevraagd betreffende een voorontwerp van wet tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, specifiek wat betreft huisbezoek;
Overwegende dat Myria ernstige inhoudelijke bezwaren formuleert betreffende het voorontwerp:

- Ernstige aantasting van de grondrechten: De maatregel vormt een ernstige inmenging in het recht op eerbiediging van het privé- en gezinsleven evenals in het beginsel van onschendbaarheid van de woning, rechten beschermd door de artikelen 15 en 22 van de Belgische Grondwet en artikel 8 van het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden (EVRM). Deze inmenging wordt niet onderworpen aan voldoende strikte voorwaarden en de noodzaak ervan wordt onvoldoende aangetoond.
- Noodzaak en evenredigheid: De noodzaak wordt niet vastgesteld terwijl administratieve instrumenten reeds bestaan voor de verwijdering van personen die een bedreiging vormen voor de openbare orde of de nationale veiligheid; het doel van versnelling wordt niet gegarandeerd, aangezien de Dienst Vreemdelingenzaken niet gehouden is om vooraf de effectieve haalbaarheid van de verwijdering aan te tonen.
- Te breed toepassingsgebied en vage begrippen: Het toepassingsgebied is te breed, en kernbegrippen zoals "openbare orde" en "plaats van effectief verblijf" zijn onvoldoende precies en gedefinieerd, wat de deur opent voor willekeur en een afschrikkend effect op solidaire huisvesting.
- Rol van de onderzoeksrechter: De gerechtelijke waarborg is beperkt. De rechter zou slechts een zeer beperkte speelruimte hebben, zonder over het volledige dossier te beschikken of specifieke vorming in vreemdelingenrecht, waardoor hij "geïnstrumentaliseerd" wordt in een administratieve procedure. De onderzoeksrechters hebben zich overigens publiekelijk verzet tegen het vorige wetsontwerp, waarbij zij weigerden "de gewapende arm van de Dienst Vreemdelingenzaken" te worden.
- Kwetsbare personen en het hoger belang van het kind: De machtiging kan niet gericht zijn op minderjarigen, maar hun aanwezigheid in de woning verhindert de uitvoering van het bezoek niet; de potentieel traumatische impact voor kinderen wordt onvoldoende in rekening gebracht en de concrete modaliteiten betreffende het hoger belang van het kind evenals andere kwetsbare groepen (zwangere vrouwen, ernstig zieke personen, personen met psychiatrische stoornissen, bejaarde personen of personen in een handicapsituatie) ontbreken, grief reeds opgemerkt door de Raad van State.
- Effectieve rechtsmiddelen: Het systeem garandeert geen recht op effectieve rechtsmiddelen voor de betrokken personen. Geen rechtsmiddel is voorzien tegen de machtiging afgeleverd door de onderzoeksrechter; het rechtsmiddel tegen administratieve detentie is beperkt, niet automatisch en niet schorsend, wat blootstelt aan een verwijdering vóór elke rechterlijke controle.

Overwegende het belang van burgerlijke solidariteit, respect voor de menselijke waardigheid en waardige opvang van alle personen, ongeacht hun administratieve status, die fundamentele waarden zijn van onze gemeente.
Overwegende de motie unaniem goedgekeurd door de Gemeenteraad op 1 maart 2018, waarbij "Oudergem Gastvrije Gemeente" werd uitgeroepen.
BESLIST :

1. Haar gehechtheid te herbevestigen aan de grondrechten en aan een waardige opvang voor elke persoon aanwezig op het gemeentelijk grondgebied, en zich te verzetten tegen elke maatregel die de

menselijke waardigheid, het privéleven, de onschendbaarheid van de woning en de waarden van gastvrijheid zou aantasten; het statuut van "Oudergem Gastvrije Gemeente" te herbevestigen.

2. Haar levendige bezorgdheid en haar onenigheid uit te drukken met het voorontwerp van wet betreffende huiszoekingen, zoals het momenteel geformuleerd is, wegens de ernstige aantastingen die het toebrengt aan de grondrechten, in het bijzonder aan het recht op privéleven, de onschendbaarheid van de woning en de bescherming van kwetsbare personen, met name kinderen.
3. Van de Federale Regering en het Parlement te vragen dit voorontwerp van wet in te trekken teneinde er de nodige waarborgen in te integreren voor de eerbiediging van de grondrechten en de beginselen van noodzaak en evenredigheid, waarbij de adviezen van Myria, de Raad van State, de rechtersverenigingen en het gehele maatschappelijk middenveld volledig in rekening worden gebracht. Bij gebrek aan intrekking, het grondig te wijzigen teneinde er strikte en cumulatieve waarborgen in te integreren, als volgt:
    1. Verbod van interventie wanneer een minderjarige aanwezig is in de woning of in de onmiddellijke nabijheid van scholen/crèches, en gedurende bijzonder gevoelige periodes;
    2. Beperkte tijdspanne die de dageraad uitsluit, en verplichte aanwezigheid van een magistraat van de zetel tijdens de uitvoering;
    3. Voorafgaande en gedocumenteerde bewijsvoering door de Dienst Vreemdelingenzaken van de effectieve haalbaarheid van de verwijdering (geen inmenging indien de uitvoering illusoir is);
    4. Schorsend rechtsmiddel en effectieve toegang tot juridische bijstand;
    5. Beperkende en operationele definities van de begrippen "openbare orde" en "effectief verblijf", voorzien van traceerbaarheid van de motieven.
4. De andere gemeenten van België uit te nodigen een gelijkaardige motie aan te nemen en zich aan te sluiten bij de beweging van "Gastvrije Gemeenten" om de mensenrechten en de waarden van opvang te verdedigen.
5. De instelling op gemeentelijk/OCMW-niveau van de volgende maatregelen te beslissen: a. Aanwijzing van een referent Jeugd/Kwetsbaarheden, geactiveerd bij elke gemelde interventie op het grondgebied; b. Oprichting van een oriëntatieloket voor solidaire huisvesters en betrokken derden (juridische informatie, bemiddeling);
6. Deze motie over te maken aan de Eerste Minister, de minister van Asiel en Migratie, de ministers van Binnenlandse Zaken en Justitie, de Voorzitters van de Wetgevende Kamers, alle parlementaire fracties, Myria, de Raad van State, het College en de Politieraad van de Zone evenals aan de verenigingen van het maatschappelijk middenveld die werken voor de rechten van vreemdelingen

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 23 positieve stemmen, 2 negatieve stemmen, 4 onthoudingen.
*Nee : Gabriela Banu, Edouard Brainis.*
*Onthoudingen : Martine Maelschalck, Philippe Adriaenssens, Martin Willemart, Laure Henvard.*

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 26 september 2025

De Gemeentesecretaris,

Etienne Schoonbroodt

De Burgemeester,

Sophie de Vos